



SIDI



SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE
POUR LE DÉVELOPPEMENT
ET L'INVESTISSEMENT

PROGRAMME

35 ans de la SIDI

Mercredi 7
novembre 2018
de 8h30 à 13h00

La SIDI: un investisseur patient et solidaire

La SIDI, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement, est un investisseur social créé en 1983 par le CCFD-Terre Solidaire dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables dans les pays du Sud et de l'Est, par la création et le renforcement d'activités économiques individuelles ou collectives.

La SIDI appuie ainsi des organisations locales, tels que des institutions de microfinance (IMF) ou des organisations paysannes (OP), qui développent des services de proximité à destination des populations exclues des circuits économiques traditionnels. Son action est double : elle répond à leurs demandes de financement (prêts, participations au capital, garanties) et d'accompagnement pour appuyer leur structuration et consolidation (gouvernance, gestion, stratégie, performance sociale, etc.).

Dans son Plan Stratégique 2017-2020, la SIDI a décidé d'inscrire la Transition Écologique et Sociale (TES) comme démarche centrale de son action.

La SIDI promeut ainsi une finance au service d'un développement intégral qui soit socialement juste et écologiquement soutenable reposant sur des valeurs de solidarité, de confiance, d'éthique et de transparence.

Ses actionnaires, particuliers et institutionnels, ainsi que les épargnants au fonds commun de placement de partage « Faim & Développement » donnent à la SIDI les moyens financiers d'une action durable et solidaire, parce qu'ils n'attendent en échange qu'une plus-value exclusivement humaine, sociale et environnementale. Pionnière de la finance solidaire en France, la SIDI est aujourd'hui reconnue pour son action et est agréée Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS) par l'État. Les parts de capital de la SIDI sont de plus labellisées depuis 1997 par le comité d'experts indépendants de Finansol.

Quelques chiffres...



35 ans d'innovation au service du développement

Depuis sa création en 1983, la SIDI est le théâtre d'innovations financières et/ou sociales rendues possibles par son modèle unique de financement solidaire. Elle a par exemple suscité la création, par le CCFD-Terre Solidaire et le Crédit Coopératif, du premier produit d'épargne de partage en Europe, le fonds commun de placement « Faim & Développement », dont le revenu partagé permet à la SIDI de financer sa mission d'appui technique en toute indépendance depuis lors. En 2001, à l'initiative de ses actionnaires individuels, la SIDI fut un des tout premiers investisseurs à porter ses efforts sur l'analyse de la « performance sociale » de son action et de celle de ses partenaires, initiative depuis reprise largement par l'ensemble du secteur de la microfinance.

Enfin, depuis quelques années, elle travaille à intégrer les bouleversements écologiques à venir dans ses processus de prise de décision et dans ses modalités d'intervention. Une démarche intégrale qu'elle a intitulé « Transition Écologique et Sociale » (TES).

La Transition Écologique et Sociale

La Transition Écologique et Sociale vise à l'intégration et à la réalisation progressive d'objectifs écologiques et sociaux que la SIDI partage avec ses partenaires et sa chaîne de solidarité financière. La TES devient ainsi un marqueur central de son action, qui doit orienter sa stratégie d'investissement et d'accompagnement solidaires des organisations partenaires, pour progresser avec eux continuellement dans trois domaines interdépendants :

- Respect de l'environnement (réhabilitation et protection de la biodiversité, préservation des ressources, lutte contre les bouleversements climatiques),
- Équité (juste redistribution des revenus, réduction de la pauvreté),
- Responsabilité sociale (autonomisation des bénéficiaires, accès aux services financiers, de santé, d'éducation, aux moyens de production).

Pour la SIDI, la TES se traduit donc par un accompagnement financier et technique d'un mouvement global vers un monde écologiquement soutenable et plus équitable, qui vise à améliorer les conditions de vie en respect de l'écosystème et de la communauté.

Elle fait appel à la solidarité entre personnes dans la création et la distribution de la richesse, et entre les générations dans l'accès et l'utilisation des ressources.

A l'occasion de ses 35 ans, la SIDI invite 11 partenaires engagés d'Afrique, du pourtour Méditerranéen et d'Amérique Latine à échanger autour de cette problématique : face au défi des crises écologiques, comment avancer ?

Au programme !

L'ensemble de la matinée sera animée par Frédéric Vuillod, Rédacteur en Chef de Mediatico.fr

8h30	Ouverture des portes
9h	Mot d'accueil, par M. Mohammed-Ali Mzali de la Caisse des Dépôts et Consignations (hôte de l'événement)
9h05	Introduction, par Dominique Lesaffre, Directeur de la SIDI
9h10	Les enjeux liés à la Transition Écologique et Sociale, par Benoît Fauchaux, Délégué Général du CCFD-Terre Solidaire
9h30	TABLE RONDE 1 : Comment engager la transition des chaînes de valeur agricoles ? Avec : • Maria Elena Querejazu, Sembrar Sartawi (Bolivie) • Philippe Adaime, FTTL (Liban) • Assata Doumbia, ECAM (Côte d'Ivoire) • Julie Stoll, Commerce Equitable France
10h30	Pause
10h50	TABLE RONDE 2 : La finance verte au quotidien. Avec : • Introduction par Davide Forcella, spécialiste de la microfinance verte • Lamine Gueye, CAURIE Microfinance (Sénégal) • Manuel Bermudez, Financiera FDL (Nicaragua) • Bernard Horenbeek, La NEF
11h50	TABLE RONDE 3 : Accompagner et financer les initiatives de transition, ici et là- bas. Avec : • Patricia Camacho, BanCODESARROLLO (Equateur) • Priscilla Serukka, SMF-EA (Ouganda) • Jean-Baptiste Cousin, CCFD-Terre Solidaire • Gabriele Giuglietti, Banca Etica (Italie)
12h50	Clôture par Dominique Lesaffre
13h	Déjeuner-buffet



Frédéric VUILLOD, Journaliste économique, fondateur de l'agence d'information Mediatico

Journaliste économique durant près de 20 ans pour le journal Les Echos et pour de nombreux médias audiovisuels, tels que RTL, Radio France, TV5 Monde, LCI ou BFM Business, Frédéric Vuillod a fondé en 2013 le site de presse en ligne Mediatico.fr, dont il est aujourd'hui directeur de la rédaction.

Mediatico.fr, "le média qui redonne du sens à l'économie", fait témoigner chaque semaine en vidéo les acteurs-clé de l'économie sociale et solidaire, de l'économie circulaire, de l'économie collaborative, de la finance verte, du développement durable ou encore de la RSE dans les grandes entreprises.

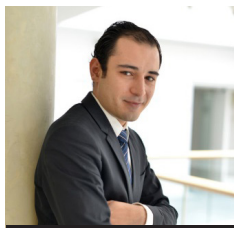
Au travers de témoignages inspirants, de portraits vidéo engagés ou de reportages sur les écosystèmes innovants, Mediatico.fr entend inspirer celles et ceux qui sont en quête de sens dans un monde en transition. Mediatico.fr leur propose aussi une newsletter thématique hebdomadaire, un magazine vidéo mensuel, ainsi que des événements réguliers ouverts au grand public.

Reconnue comme entreprise de l'économie sociale et solidaire, Mediatico propose également différentes prestations techniques à des entreprises clientes, telles que des productions vidéo, des animations de tables rondes et de séminaires, ainsi que des sessions de formation et de média-training pour dirigeants d'entreprises.



Comprendre l'économie en mutation

En savoir + : <https://www.mediatico.fr/>



Mohamed-Ali MZALI, Caisse des Dépôts et Consignations

Diplômé d'économie et titulaire d'un Master en finance de marché et gestion des risques, Mohamed-Ali a rejoint la Caisse des dépôts en 2009, comme chargé de mission à la Direction des affaires européennes et internationales pour suivre les coopérations avec les Caisses homologues du Maghreb et d'Afrique et assurer l'animation du Forum mondial des Caisses de Dépôt. Il est, depuis fin 2013, Conseiller Méditerranée-Afrique au sein de la Direction des relations institutionnelles, internationales et européennes, et, par ailleurs, mandataire social représentant la Caisse des Dépôts au sein de la SIDI et JAIDA.



Dominique LESAFFRE, Directeur Général de la SIDI

Directeur Général de la SIDI depuis 2016, Dominique Lesaffre a travaillé pendant de nombreuses années sur le terrain dans le domaine de la finance solidaire en milieu rural. D'abord au CCFD-Terre Solidaire en tant que chef du département Afrique puis directeur général de RAFAD/FIG et en tant que chargé d'investissement à la SIDI pour une dizaine de pays en Afrique, en Amérique Latine et au Proche Orient.

Dominique Lesaffre dispose ainsi de trente années d'expérience dans la conception, le développement et l'évaluation de systèmes financiers pour le développement.



Benoît FAUCHEUX, Délégué Général du CCFD-Terre Solidaire

Ingénieur en agriculture de formation, Benoît Faucheux a travaillé au GRET (ONG internationale de développement), et au CFSI (Comité français pour la solidarité internationale). Il a notamment conduit des travaux de recherche en lien entre les politiques agricoles, les accords de libre-échange et le développement.

Benoît Faucheux s'est ensuite consacré aux politiques de transition écologique et de lutte contre les dérèglements climatiques et est devenu Vice-président du Conseil régional Centre-Val de Loire, délégué à l'environnement et à la transition énergétique et président de la Commission développement durable des Régions de France.

Expert des questions de souveraineté alimentaire et environnementales, il sera le grand témoin de l'événement du 7 novembre pour livrer un état des lieux de la question de la Transition écologique et sociale dans le monde.



A propos du CCFD-Terre Solidaire

Première ONG française de développement, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD)-Terre Solidaire, créée en 1961, agit pour lutter contre toutes les causes de la faim. Trois leviers d'action sont au service de sa mission de solidarité internationale et de transformation sociale :

- des projets internationaux menés avec nos partenaires locaux,
- le plaidoyer auprès des décideurs politiques,
- l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale pour changer le monde et soi.

Ces projets soutenus par le CCFD-Terre Solidaire sont mis en place par des organisations locales des pays du Sud et de l'Est qui ont choisi d'inventer des solutions, couvrent un large spectre : agriculture familiale, économie solidaire, dérèglements climatiques... Pour le CCFD-Terre Solidaire, l'enjeu central du dialogue avec les sociétés civiles du Sud et de l'Est est de rechercher, d'accompagner, de soutenir les « acteurs du changement social » au sein d'un territoire ou d'un espace déterminé (local, régional, national, mondial). Il s'agit de soutenir des partenaires en capacité – ou ayant le potentiel – d'agir dans une triple dimension : technique, sociale et politique.

Dans le domaine de la finance solidaire, le CCFD-Terre Solidaire joue un rôle pionnier qui s'inscrit dans le champ de sa mission sociale pour répondre aux exigences politiques d'un contexte et à la demande de citoyens qui veulent des moyens concrets pour s'engager dans une finance en phase avec leurs valeurs. Dès 1983, il crée le premier fonds de partage Faim et Développement et une filiale, la SIDI. Aujourd'hui, avec 8 produits d'épargne, le CCFD-Terre Solidaire continue de développer de nouvelles solutions éthiques et de partage, tout en ayant le souci du choix des banques avec lesquelles elle s'engage, créant ainsi entre elles une saine émulation.

TABLE RONDE 1

de 9h30 à 10h30

Comment engager la transition des chaînes de valeur agricoles ?

Selon la FAO, L'agriculture paysanne est le premier «employeur au monde», qui produit 80% des denrées alimentaires et est gardienne de 75% des ressources agricoles. Elle est donc en première ligne pour répondre aux défis posés par les crises écologiques. Pourtant, les paysans sont souvent victimes d'inégalités croissantes qui les maintiennent dans la pauvreté et les empêchent de se préparer correctement aux bouleversements climatiques.

Compte tenu de ces défis, de nombreuses organisations sont impliquées dans le renforcement des capacités des petits producteurs. Cependant, il n'est pas toujours aisé pour les organisations paysannes d'accorder du temps et de l'argent aux initiatives de TES car c'est un processus de long terme qui peut s'opposer à des besoins urgents.

Dans ce contexte, comment engager la transition écologique et sociale des chaînes de valeur agricole sur le terrain ?

Intervenant.e.s :

- Julie STOLL, Commerce Equitable France
- Maria Elena QUEREJAZU, Sembrar
- Philippe ADAIME, FTTL
- Assata DOUMBIA, ECAM

Présentation des intervenant.es



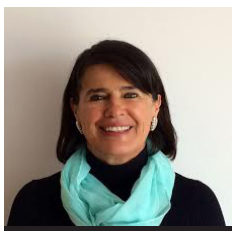
Julie STOLL, Déléguée Générale de Commerce Équitable France

Julie Stoll est économiste du développement, diplômée de Dauphine et de la London School of Economics. Après une expérience dans le monde de l'édition, puis au CCFD-Terre Solidaire, elle dirige depuis 2009 Commerce Équitable France qui regroupe les entreprises et associations du secteur. Elle est reconnue aujourd'hui pour son expertise dans l'accompagnement des transitions des modes de consommation et de production et dans la dynamisation des collaborations multi-acteurs : société civile, entreprises, pouvoirs publics etc.

Plateforme commerce équitable france



Commerce Équitable France est le principal collectif français de concertation et de représentation des acteurs de commerce équitable en France visant à défendre et promouvoir le secteur. Elle regroupe une quarantaine d'organisations d'envergure nationale engagées dans le commerce équitable, dont les différents réseaux en régions représentent plus de 600 structures en France. Commerce Équitable France rassemble des labels de commerce équitable, des entreprises, des réseaux de distribution, des ONG et des mouvements d'éducation populaire. Ses membres s'engagent à développer et à promouvoir des relations Nord/Sud plus justes et équilibrées et une forme de commerce permettant aux producteurs et aux consommateurs de vivre dans la dignité et l'autonomie.



Maria Elena QUEREJAZU, Présidente du Conseil d'Administration de Sembrar Sartawi

Sociologue de formation, Maria Elena a participé dès les années 1990 à la promotion de la microfinance en Bolivie. Après avoir contribué à la création du premier portefeuille de microfinance du pays, elle a développé de nouvelles approches basées sur la combinaison d'un appui financier et technique pour soutenir les petites et moyennes entreprises. Cette expérience l'a amenée à assurer les fonctions de directrice générale de Sembrar Sartawi. Elle se consacre désormais aux activités de la Fondation Sembrar qui finance des projets de recherche, de veille et d'évaluation dans le domaine.

SEMBRAR SARTAWI

Type d'organisation : institution de microfinance (IMF)

Pays : Bolivie

Année de création : 2009

En savoir plus : <http://www.sembrarsartawi.org/>

Activité globale

Sembrar Sartawi est une IMF bolivienne spécialisée dans le financement et l'accompagnement du monde rural. Consciente des difficultés liées au développement d'une activité agricole, elle a mis en place une approche par filière pour financer les chaînes de valeurs agricoles qui repose sur trois piliers : le financement des petits producteurs, l'appui technique sur mesure, et l'accès aux marchés. Encore en phase de recherche-action, cette approche fait de Sembrar Sartawi une institution inédite en Bolivie. Au total, ce sont plus de 30 000 clients qui ont profité des services de Sembrar Sartawi en 2017.

Initiatives de transition

Sembrar est une IMF particulièrement sensibilisée aux problématiques environnementales. Cet engagement se traduit tant aux niveaux des produits et des services qu'elle propose (prêt pour acquisition de produits à énergie solaire, atelier de sensibilisation, etc.) qu'au niveau de ses pratiques internes (politique environnementale formalisée et suivie, plan de réduction des déchets et de l'eau utilisée, etc.).

Pour suivre ses progrès réalisés en matière de performance sociale et environnementale, Sembrar Sartawi a développé trois outils complémentaires : un système lui permettant de mesurer l'accomplissement de la mission sociale et de l'impact des services offerts ; un outil de suivi de l'impact environnemental de ses activités internes comme celles de ses clients ; et enfin une évaluation des menaces agro-climatiques pouvant avoir des conséquences sur les activités des clients.

Partenariat avec la SIDI

La SIDI a récemment démarré un partenariat financier avec Sembrar, en octroyant en 2017 un prêt en monnaie locale d'un montant de 513 000 €. Les orientations de Sembrar Sartawi et le niveau de maîtrise des sujets comme le financement intégré des filières agricoles et la mise en place d'outils de mesure et de suivi des impacts sociaux et environnementaux, en font une institution modèle pour la SIDI. La présence de la SIDI au sein de la gouvernance de cette institution moyenne à fort potentiel rural est une opportunité pour entamer une nouvelle ère d'activité en Bolivie pour la SIDI.



Philippe ADAIME, Directeur Général de FTTL

Juriste d’Affaires, diplômé en Droit à la faculté d’Aix Marseille et titulaire d’un MBA de l’ESCP, Philippe Adaime a une longue expérience dans le Conseil en entreprises, la gestion et le développement économique. Il a enseigné pendant plus de 10 ans dans plusieurs universités libanaises. En 2006, il fonde avec quatre amis l’ONG Fair Trade Lebanon (FTL), pour le développement du commerce équitable au Liban, puis en 2011 il contribue à la création de la société Fair Trade and Tourism Limited (FTTL) pour soutenir la distribution des produits des petits producteurs.

FTL-FTTL

Type d’organisation : entreprise sociale (agriculture)

Pays : Liban

Année de création : 2006 pour FTL / 2011 pour FTTL

En savoir plus : www.fairtradelebanon.org

www.terroirduliban.com

Activité globale

FTTL est une entreprise sociale qui commercialise, depuis 2011, des produits équitables issus de coopératives au Liban. Cette petite entreprise a été créée par l’association FTL qui agit depuis 2006 pour favoriser le développement économique et social des zones rurales libanaises, notamment en favorisant le développement de petites coopératives et d’exploitations agricoles familiales. FTL soutient ainsi des petits producteurs dans le développement d’activités pérennes, en encourageant la création de valeur ajoutée et l’accès équitable et direct aux marchés.

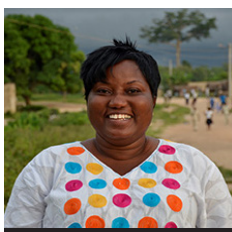
FTTL prolonge cette action dans le domaine commercial en développant la recherche de débouchés au niveau national et international des produits issus des structures soutenues par FTL. FTTL commercialise ainsi 52 produits (huile d’olive, boulgour, confiture, vin), sous trois marques : Terroirs du Liban, Jana’s Garden, Coteaux des Cèdres. L’ensemble FTL-FTTL soutient au total 38 coopératives de production et de transformation de produits agricoles, qui emploient 1 425 personnes en 2017.

Initiatives de transition

Le groupe FTL-FTTL s’engage à promouvoir les 10 principes du commerce équitable, qui comprennent le respect de l’environnement. L’organisation promeut ainsi la transition vers l’agriculture biologique auprès des coopératives et mène des actions de sensibilisation pour l’adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l’environnement (réduction de l’utilisation d’intrants). Plusieurs produits sont ainsi certifiés FLO (Fair Trade Labelling Organization) et bio.

Partenariat avec la SIDI

La SIDI est partenaire de FTL depuis 2008 et lui a octroyé plusieurs prêts destinés à financer les campagnes agricoles. L’association a également bénéficié du soutien du CCFD-Terre Solidaire pour l’organisation de formations ou encore l’achat d’équipement pour certaines coopératives. La SIDI a également joué un rôle déterminant dans la création de l’entreprise sociale FTTL dont elle est actionnaire fondatrice, elle dispose ainsi d’un siège au Conseil d’Administration. En 2018, ce partenariat s’est renforcé avec une augmentation de 50 000 dollars de la participation de la SIDI au capital de FTTL et un prêt de 200 000 dollars.



Assata DOUMBIA, Présidente du Conseil d'Administration d'ECAM

Assata DOUMBIA est la présidente du Conseil d'Administration d'ECAM depuis sa création en 2004. Elle est productrice de cacao et d'hévéa sur un domaine de 15 hectares. Elle a longtemps travaillé dans le commerce international en Côte d'Ivoire, notamment dans l'export du cacao, ce qui lui a permis de développer une bonne connaissance du réseau de commercialisation de la filière. Elle a ensuite repris la plantation familiale de cacao située à Méagui et a fortement participé à la création de la coopérative ECAM aux côtés de 86 autres producteurs.

ECAM

Type d'organisation : Coopérative agricole

Pays : Côte d'Ivoire

Année de création : 2004

En savoir plus : <http://www.ecam-meagui.com/>

Activité globale

ECAM est une coopérative ivoirienne de cacao, créée en 2004 et située dans la région de la Nawa, une des principales zones de production de cacao de Côte d'Ivoire. Forte de son expérience de près de 15 ans, ECAM assure des débouchés stables à ses 1542 producteurs membres.

ECAM cherche en priorité à apporter une forte valeur ajoutée sociale à ses membres ainsi qu'aux communautés locales de sa zone d'intervention. Pour cela, la coopérative s'est engagée dans des programmes de certification (FairTrade, UTZ) qui lui permettent d'améliorer et de stabiliser les revenus de ses membres qui reçoivent une prime pour chaque kilo de cacao vendu, en plus du prix d'achat réglementaire. La coopérative contribue également au développement de la communauté à travers la construction d'une école maternelle et de stations de pompage d'eau.

Initiatives de transition

Bien que les femmes ne représentent que 10% des membres d'ECAM (comme dans beaucoup de coopératives de cacao en Côte d'Ivoire), la coopérative mène des actions de soutien à l'activité des femmes, à travers notamment

son association des femmes productrices de cacao. Elles sont ainsi prioritaires pour l'obtention de plants et d'intrants, et sont appuyées pour le développement d'activités de production sur les filières vivrières (plants, semences, petites machines, etc.). ECAM organise enfin des formations à ses membres, notamment sur la bonne utilisation des intrants et l'impact environnemental de la production de cacao. Elle a mis en place un projet d'agroforesterie visant à promouvoir l'association des cultures et les bienfaits des arbres d'ombrage (distribués gratuitement par la coopérative).

Partenariat avec la SIDI

ECAM est partenaire du fonds FEFISOL, un fonds co-crée par la SIDI en 2011 qui est dédié au financement et à l'accompagnement d'institutions de microfinance et d'organisations de producteurs africaines. ECAM a obtenu un prêt de campagne de FEFISOL en 2017, renouvelé en 2018, dans l'optique de soutenir la croissance de ses activités et de ses ventes de cacao.

TABLE RONDE 2

de 10h50 à 11h50

La finance verte au quotidien

La microfinance verte vise à contribuer à lutter contre le changement climatique et à permettre à ses clients de s'y adapter. Ce secteur, en plein développement, a déjà fait naître de nombreuses initiatives pour l'accès aux énergies renouvelables ou l'adaptation des systèmes agricoles au changement climatique, par exemple. Cependant, le coût et la durée nécessaires à la conception et à la mesure de l'impact d'un produit vert, le besoin de formation et de connaissances pour les acteurs de la microfinance, sont autant d'éléments qui limitent son développement.

Comment font les institutions de microfinance et les banques pour intégrer, dans leurs métiers, la protection de l'environnement ?

Intervenant.e.s :

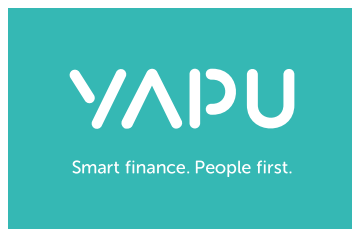
- Davide FORCELLA, YAPU Microfinance
- Mamadou Lamine GUEYE, CAURIE Microfinance
- Manuel BERMUDEZ, Financiera FDL
- Bernard HORENBEEK, La Nef

Présentation des intervenant.es

Davide FORCELLA, Consultant chez Yapu Solutions

Davide Forcella est chercheur senior associé au Centre Européen de Recherche en Microfinance (CERMi). Ses travaux se focalisent sur la microfinance verte dans les pays développés et en développement, et plus particulièrement concernant son rôle dans le développement soutenable des milieux ruraux, la conservation des écosystèmes, l'adaptation au changement climatique, l'accès aux énergies renouvelables et l'efficacité énergétique des foyers pauvres et des micro ou petites entreprises. Il est coordinateur du «Groupe d'Action Finance Verte Inclusive et Adaptée au Climat» de la Plateforme Européenne de la Microfinance (e-MFP).

Yapu Solutions



Yapu Solutions est une compagnie berlinoise qui fournit une solution clé en mains pour permettre aux institutions financières ou des chaînes de valeur agricoles de numériser sans effort leurs processus, d'améliorer la gestion des risques et d'améliorer les conditions d'offre de produits à leurs clients.

Le logiciel systématise la collecte numérique de données sur le terrain grâce à des questionnaires dynamiques sur mobile, et fournit des outils d'analyse de données et des rapports synthétiques qui facilitent la prise de décision.

Ainsi les institutions financières peuvent élargir et approfondir leurs marchés, intégrer des bonnes pratiques telles que la finance responsable ou adaptée au climat, et leurs clients reçoivent des produits et services mieux adaptés à leurs vrais besoins.



Mamadou Lamine GUEYE, Directeur Général de CAURIE Microfinance

Mamadou Lamine GUEYE est ingénieur agronome de formation et s'est très tôt familiarisé avec la finance en intégrant la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS) un an après sa sortie de l'école d'Agronomie. Mamadou Lamine GUEYE a travaillé successivement dans une association d'organisations de producteurs agricoles (ASPRODEB/CNCR) et à l'ONG Catholic Relief Services (CRS). Il est maintenant Directeur Général de CAURIE Microfinance depuis sa création.

Après plus de 20 ans passés dans différents secteurs du développement, il participe activement au processus de construction du secteur de la finance inclusive et responsable au Sénégal, en Afrique et dans le monde.

CAURIE Microfinance

Type d'organisation : institution de microfinance (IMF)

Pays : Sénégal

Année de création : 1994 en tant qu'ONG et 2005 comme IMF

En savoir plus : <https://caurie-mf.info/>

Activité globale

CAURIE Microfinance est issue d'un projet initié par l'ONG Catholic Relief Services (CRS) puis mis en œuvre par la CARITAS Sénégal. L'institution a été fondée sur les principes du « crédit aux pauvres » et les valeurs de « l'Enseignement Social de l'Eglise », que sont notamment la solidarité et le respect de la dignité humaine, qui se retrouvent dans la culture d'entreprise et les pratiques responsables de l'IMF.

CAURIE Microfinance propose des produits d'épargne et de crédits adaptés aux besoins de populations en situation de vulnérabilité, notamment à des groupes de femmes, pour leur permettre de développer une activité économique. Depuis sa création CAURIE Microfinance s'est développée et est devenue la 3ème IMF du Sénégal en termes de nombre d'emprunteurs actifs, et la 6ème en termes de portefeuille de crédit. En 2017, le portefeuille de CAURIE Microfinance s'élevait à 15 millions d'euros, avec plus de 80 000 emprunteurs actifs dans 14 régions du Sénégal.

Initiatives de transition

CAURIE Microfinance s'est engagée dans la transition écologique et sociale en créant des produits de microfinance spécifiques et en développant l'usage des énergies renouvelables pour alimenter ses locaux. La Direction Générale et cinq agences sont ainsi partiellement alimentées à l'énergie solaire. Depuis 2015, dans le cadre du Programme Energie et Microfinance, CAURIE Microfinance expérimente deux produits de crédit, le Prêt Energie Solaire - Banque Villageoise et le Prêt Energie Solaire Mixte, qui permettent à des individus ou à des groupes de bénéficier d'un crédit pour accéder à l'énergie solaire.

Partenariat avec la SIDI

Face à des besoins en financement croissants, CAURIE Microfinance a sollicité en 2017 FEFI-SOL (Fonds dédié à l'Afrique, co-créé par la SIDI qui en assure également la gestion) qui lui a octroyé un prêt d'un montant de 762 000 euros. Ces ressources allouées par FEFISOL permettent à l'institution de développer et de consolider ses activités.



Manuel BERMUDEZ, Membre du Conseil d'Administration de Financiera FDL

Diplômé d'un Master en administration et finance, Manuel Bermudez a travaillé comme agent de crédit puis directeur d'agence du Fonds de Développement Local (FDL). En 2013, il est devenu Directeur Général de l'Institut d'Investigation Nitlapan depuis 2013 et Délégué Général de l'association FDL depuis 2016. Ces expériences dans le domaine du développement de produits et services de crédits ruraux lui ont permis de développer une expertise approfondie des actions de développement rural.

Financiera FDL

Type d'organisation : institution de microfinance (IMF)

Pays : Nicaragua

Année de création : 1993

En savoir plus : <http://www.fdl.com.ni/>

Activité globale

Le Fonds de Développement Local (FDL) a été créé en 1993 par la mouvance jésuite progressiste à une période où l'offre publique de financement était fortement contractée du fait des réformes libérales adoptées par le Nicaragua. Considérant le soutien au monde rural comme une étape clé du développement du pays, le centre de recherche Nitlapan de l'Université Centre Américaine (UCA) a ainsi lancé un programme de microcrédits destiné aux zones rurales et aux petits producteurs.

A partir de 1997, ce programme s'est développé et séparé du centre de recherche pour devenir une association à but non lucratif, puis une société financière régulée en 2016 afin de se professionnaliser et de pouvoir proposer d'autres services à sa clientèle.

Financiera FDL finance par le crédit des micros et petites entreprises, en particulier du secteur rural. L'IMF offre également des services d'appui technique visant à améliorer les compétences des clients et la viabilité de leurs projets d'entreprise. A la fin de l'année 2017, Financiera FDL était présente dans 15 des 17 départements et régions du pays avec un réseau de 42 agences, et disposait d'un portefeuille de prêts de 86 millions de dollars.

Initiatives de transition

Consciente des enjeux environnementaux actuels, Financiera FDL s'est engagée pour le développement de la microfinance verte. Une partie des crédits qu'elle octroie vise ainsi à financer des projets contribuant à adapter les pratiques de productions agricoles de ses clients au changement climatique et aux enjeux de préservation de l'environnement. Des prêts à taux bonifiés (préférentiels) assortis à des conditions assouplies sont ainsi octroyés pour le financement de projets de transition énergétique, d'adaptation au changement climatique et de gestion de l'eau (micro irrigation) par exemple.

Partenariat avec la SIDI

La SIDI est entrée au capital de l'IMF afin de soutenir en 2016 sa transformation institutionnelle. La SIDI dispose ainsi d'un siège au Conseil d'Administration qui lui permet de participer aux orientations stratégiques de la structure et au renforcement de sa mission sociale.



Bernard HORENBEEK, Président du Directoire de la Nef

Diplômé de l'Université Libre de Bruxelles en psychologie, Bernard Horenbek a débuté sa carrière dans l'action sociale. Il a créé des services d'aide aux personnes sans domicile fixe avant de participer à la gestion de la politique sociale au cabinet de deux ministres en Belgique. C'est ainsi qu'il a découvert la force de la finance solidaire et a pris, en 2008, la direction générale de Crédal, coopérative belge de finance solidaire.

En 2017, il a rejoint la Nef et est nommé Président de son Directoire. Il est par ailleurs, depuis 2009, vice-président de la Fédération européenne des banques éthiques et alternatives (FEBEA), basée à Bruxelles.

La Nef



La Nef est une coopérative financière créée en 1988 qui offre des solutions d'épargne et de crédit orientées vers des projets ayant une utilité sociale, écologique et/ou culturelle. Créée en 1988, elle est agréée et contrôlée par l'ACPR, Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, en qualité d'Établissement de Crédit Spécialisé.

Sa mission est de fournir à ses sociétaires et clients les moyens d'être acteurs de la transition écologique et sociale de notre société. Fidèle à son principe fondateur « Pour

que l'argent relie les hommes », la Nef crée des outils financiers de participation citoyenne pour mettre en marche et accompagner des nouvelles façons de produire, de consommer, d'entreprendre, d'habiter.

Les projets qu'elle soutient au quotidien sont par exemple : l'agriculture biologique et paysanne, les circuits-courts d'énergie renouvelable, le recyclage, les habitats participatifs et écologiques etc.

La Nef rassemble aujourd'hui 37 000 sociétaires qui ont choisi d'« être le changement » qu'ils souhaitent pour le monde.

TABLE RONDE 3

de 11h50 à 12h50

Accompagner et financer les initiatives de la tes, ici et là-bas

Les investisseurs, les bailleurs ou les bureaux d'étude sont confrontés eux aussi à la problématique de l'intégration de pratiques favorables à la transition, et doivent intégrer la question des risques, du manque de moyen et de connaissances ou encore de l'incertitude sur leur impact.

Intervenant.e.s :

- Patricia CAMACHO, banCODESARROLLO
- Priscilla SERUKKA, SMF-EA
- Jean-Baptiste COUSIN, CCFD-Terre Solidaire
- Gabriele GIUGLIETTI, Banca Etica



Patricia CAMACHO, Membre du Conseil d'Administration de banCODESARROLLO

Economiste de formation, Patricia Camacho a développé une expertise dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Elle a fondé une coopérative d'épargne et de crédit en Equateur et s'est impliquée pendant de nombreuses années dans la coopération internationale entre plusieurs pays andins. En tant qu'experte et consultante en économie sociale et solidaire, elle représente la SIDI au sein du Conseil d'Administration de l'IMF banCODESARROLLO depuis 2016.

BANCODESARROLLO

Type d'organisation : institution de microfinance (IMF)

Pays : Équateur

Année de création : 1998

En savoir plus : <https://www.bancodesarrollo.fin.ec/>

Activité globale

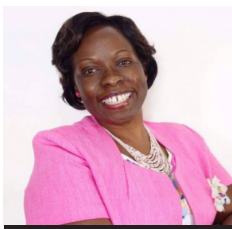
banCODESARROLLO est une banque sociale dont le but est de développer des services financiers adaptés aux populations les plus pauvres, notamment en zone rurale. Elle a été créée en 1998 par une ONG équatorienne sous la forme d'une coopérative d'épargne et de crédit. Le principal produit développé par banCODESARROLLO est le micro-crédit qui représente environ 60% de son portefeuille et est essentiellement destiné au financement d'activités agricoles, commerciales et artisanales. En plus de proposer directement ses services, banCODESARROLLO multiplie son impact en finançant, partout dans le pays, des coopératives d'épargne et de crédits, qui proposent elles-mêmes leurs services de proximité aux populations vulnérables. Cette double activité développée par banCODESARROLLO en fait un acteur clé de l'économie sociale et solidaire en Equateur. banCODESARROLLO desservait en 2016, 104 000 personnes et possède 19 agences (dans 13 des 23 provinces du pays), pour 265 salariés. C'est également l'une des seules banques à promouvoir l'inclusion financière des plus vulnérables dans un pays où la pauvreté reste élevée et touche particulièrement les zones rurales.

Initiatives de transition

banCODESARROLLO cherche actuellement à créer des espaces de réflexion sur les solutions envisageables pour lutter contre le changement climatique et développer la microfinance verte en Équateur. Elle sensibilise également à la finance climatique les coopératives d'épargne et de crédits qu'elle appuie, afin qu'elles développent des produits verts. Elle a elle-même lancé un produit financier dénommé « Crediécologico » spécifiquement destiné au financement des énergies renouvelables, à la régénération des sols et/ou à la production agroécologique. Elle a également élaboré une série d'indicateurs pour mesurer sa performance sociale et environnementale et ainsi améliorer son action dans ce domaine.

Partenariat avec la SIDI

Afin de pouvoir offrir davantage de services à ses bénéficiaires, banCODESARROLLO a décidé de faire évoluer son statut institutionnel en 2014 et a sollicité la SIDI pour l'accompagner. La SIDI s'est fortement engagée et a investi 700 000 dollars en prise de participation au capital, ce qui représente environ 5% du capital social de la structure. La SIDI participe ainsi activement à la gouvernance de la banque sociale.



Priscilla SERUKKA, Présidente de la SMF-EA

Diplômée d'un Master en Sciences de Gestion, Priscilla Mirembe Serukka dispose de 22 ans d'expérience dans le domaine de la micro-finance à des postes de gouvernance, de gestion et d'agent de crédit. Avant de s'orienter plus spécifiquement dans ce secteur elle a travaillé pendant huit dans une banque commerciale. Priscilla SERUKKA dirige actuellement les actions régionales de la Fondation Stromme dans quatre pays, l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie et le Soudan du Sud et est Présidente de la SMF- EA.

SMF-EA

Type d'organisation : institution de refinancement Pays : Ouganda

Zone d'intervention : Afrique de l'Est (Ouganda, Kenya, Tanzanie)

Année de création : 2004

En savoir plus : <http://stromme-mfea.com/>

Activité globale

La SMF-EA est une institution de refinancement fondée en 2004 par la Fondation Stromme pour développer une offre de financement et d'accompagnement orientée spécifiquement vers les IMF sociales en Afrique de l'Est (Ouganda, Kenya, Tanzanie). La SMF-EA propose des prêts et de l'appui technique à ses partenaires dans le but de favoriser l'inclusion financière des microentrepreneurs exclus des circuits financiers classiques. Afin de réaliser ses objectifs sociaux, la SMF-EA cible exclusivement des IMF dont les produits et méthodologie permettent de fournir un service adapté aux clients pauvres. Pour s'en assurer, elle mène un travail de proximité avec ses IMF partenaires par une présence active sur le terrain et un suivi régulier de leurs activités. Cette institution de refinancement est aujourd'hui une organisation reconnue dans le paysage de la microfinance Est-Africaine, non seulement comme entité de financement mais également comme pôle de compétences en microfinance. En 2017, la SMF-EA finançait 22 IMF et touchait 2,1 millions de personnes, dont 72% de femmes emprunteuses.

Initiatives de transition

En 2017, la SMF-EA a décidé de réaliser deux projets majeurs de financement de la transition, vers l'agriculture durable et pour l'amélioration de la gestion de sa performance sociale et environnementale. L'organisation a développé des produits financiers dédiés à la promotion de la transition de l'agriculture vers des modes de production durables (diversification des activités agricoles) qui ont représenté 550 785 euros d'investissement en 2017. La SMF-EA a également bénéficié d'un projet d'appui technique financé par la Fondation ACTES, sous égide de la Fondation Terre Solidaire, pour améliorer la gestion de la performance sociale et environnementale de ses investissements.

Partenariat avec la SIDI

La SIDI est entrée au capital de SMF-EA en 2017, et lui a octroyé plusieurs prêts pour répondre aux besoins de financement croissants de la structure pour l'appui financier des IMF de la région. En tant qu'actionnaire de la SMF-EA, la SIDI dispose d'un siège au Conseil d'Administration et participe ainsi activement à la gouvernance de l'institution.



Jean-Baptiste COUSIN, Directeur des Partenariats Internationaux au CCFD-Terre Solidaire

Après des études d'Histoire et de Sciences Politiques à Paris, Jean-Baptiste Cousin a d'abord travaillé au sein d'Economie et Humanisme, Frères des Hommes puis a été directeur de la Coopérative d'Épargne et de Crédit FEDECOOP au Mexique de 2000 à 2009. C'est par la suite qu'il intègre le CCFD-Terre Solidaire à différents poste. Il est maintenant Directeur des Partenariats Internationaux, co-gérant de la SIDI et Membre du CA de la Fondation Terre Solidaire.

(Présentation du CCFD-Terre Solidaire, Page 7)



Gabriele GIUGLIETTI, Responsable des relations internationales

Gabriele Giuglietti a participé à la création de Banca Etica et assure à présent les fonctions de responsable des relations internationales. Il se consacre au développement des institutions de microfinance en Europe, en Palestine, en Afrique et en Amérique Latine.

Gabriele Giuglietti s'occupe également des relations avec le Parlement italien et avec les institutions européennes afin de promouvoir le développement de la Finance Solidaire.



Banca Popolare Etica est la première institution et la seule du pays qui se dédie à 100% à la finance éthique. Elle tire son origine à la fois du monde des organisations du tiers secteur, du bénévolat et de la coopération internationale.

Grâce à son cœur d'activité, Banca Etica veut sensibiliser de façon croissante les épargnants et bailleurs de fonds à l'importance de la finalité et de l'utilisation de leur épargne. Tout comme les banques traditionnelles, Banca Etica propose les principaux produits et services destinés aux particuliers, aux familles et aux organisations (comptes courants, certificats de dépôts, livrets d'épargne, obligations fonds d'investissement "Valeurs Responsables" de Etica Sgr, comptes courants pour non résidents, etc.)

Depuis 2003, les priorités de Banca Etica sont également l'agriculture biologique, la production d'énergies renouvelables sur la base de critères éthiques et les personnes physiques, également sociétaires de la banque, qui peuvent bénéficier, entre autres, de prêts spécifiques pour des dépenses de santé, d'achat d'habitation etc.



Crédits photo :

Pages 8 et 13 : SIDI

Page 18 : CCFD-Terre Solidaire,
Jessica PASCAL